

Contribution thème 2, Grenoble 2016.

Revalorisation : Deux grades ? Un GRAF ? Ou Zéro pour tous ?

Après avoir fait l'objet de débats virulents, et avoir finalement été mis à la porte du congrès de Marseille, le GRAF tenterait-il de revenir par la fenêtre à Grenoble ? Les formulations figurant dans le rapport préparatoire du thème 2 peuvent en effet inquiéter. Le Snes, si l'on comprend bien, pourrait accepter la création d'un troisième grade, pour peu qu'il soit vidé de ses aspects les plus inégalitaires, à savoir un accès sur critères fonctionnels (avoir exercé dans tel endroit, ou telle mission etc ). Le Snes ferait ainsi le pari de parvenir à vider, progressivement, ce futur grade de tout élément discriminatoire (le « mérite ») pour, in fine, en faire bénéficier tous les collègues. C'est d'ailleurs ce qu'il prétend être parvenu à faire avec la hors-classe, créée en ...1989, sur la base d'un engagement du gouvernement formulé dans le cadre du protocole PPCR que tout fonctionnaire pourrait faire une carrière sur deux grades. Mais la mise en œuvre d'une telle promesse reste pour l'instant encore de l'ordre de l'hypothèse si l'on veut bien songer au contexte budgétaire d'austérité et au fait qu'elle n'engage en rien une éventuelle nouvelle majorité dans un an... Faut-il rappeler que, aujourd'hui encore, un grand nombre de collègues agrégé-es et certifié-es partent à la retraite sans avoir été promus à la hors-classe ? Et que, pour les certifié-es, la gestion académique entraîne de profondes différences d'accès à ce deuxième grade ? Et surtout, qui peut croire que nous soyons davantage en mesure de nous opposer plus efficacement aux dérives managériales de l'administration (chefs d'établissement, IPR..) aujourd'hui que lors des décennies précédentes ? Accepter ce nouveau grade ce serait un peu dire à nos collègues : dans 25 ans, on raserà (peut être) gratis... Et en attendant on aura à nouveau tous les effets pervers d'une promotion de grade à la main de la hiérarchie. Le Snes Fsu doit s'opposer résolument à la mise en place du GRAF dans l'éducation.

La légitime exigence de revolarisation de nos métiers ne peut s'appuyer sur ce type de dispositif : il faut forcer le gouvernement à débloquer la valeur du point d'indice, à rattraper ce qui a été perdu depuis de nombreuses années et à concevoir une grille permettant à toutes et à tous de parcourir la carrière au rythme le plus favorable. Seule la lutte, résolue, dans le cadre des mobilisations de toute la Fonction Publique, le permettra.

Marie-Cécile Périllat, Laurent Boiron, élu-e-s EE à la CAN